

## Au Journal officiel du 8 au 13 juillet 2017

### Au Journal officiel du 8 au 13 juillet 2017

17/07/2017

#### Au Journal officiel du 8 au 13 juillet 2017

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

##### Au JO du 8 juillet 2017 :

- Ordonnance n° 2017-1142 du 7 juillet 2017 portant simplification des obligations de dépôt des documents sociaux pour les sociétés établissant un document de référence – *Modification du Code de commerce* ;
- Décret n° 2017-1143 du 6 juillet 2017 relatif aux modalités d'application des taxes locales sur la consommation finale d'électricité – *Modification du Code général des collectivités territoriales* ;
- Arrêté du 30 juin 2017 modifiant l'arrêté du 11 avril 2008 modifié relatif aux règles de bonnes pratiques cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation.

##### Au JO du 9 juillet 2017 :

- Décision n° 16 du 19 juin 2017 de la commission prévue à l'article L. 311-5 du Code de la propriété intellectuelle – *Cette décision entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2017.*

##### Au JO du 11 juillet 2017 :

- Arrêté du 29 mai 2017 modifiant l'arrêté du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

##### Au JO du 12 juillet 2017 :

- Loi n° 2017-1154 du 11 juillet 2017 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence – *Modification de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955* ;
- Arrêté du 16 juin 2017 modifiant l'arrêté du 7 mars 2014 relatif au traitement automatisé de gestion du paiement de l'impôt par voie dématérialisée ;
- Arrêté du 16 juin 2017 portant création à la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'acquisition et d'échange de données dans le cadre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu dénommé « Pasifaé » ;
- Arrêté du 16 juin 2017 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de gestion des prélèvements d'acomptes contemporains dans le cadre

---

du prélèvement à la source dénommé RECPAS ;

- Arrêté du 16 juin 2017 *modifiant l'arrêté du 22 avril 2016* portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé DSN – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-143 du 9 mai 2017 ;*
- Arrêté du 16 juin 2017 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de gestion du prélèvement à la source mis en œuvre par les collecteurs n'entrant pas dans le champ de la déclaration sociale nominative ou versant des revenus de remplacement – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-144 du 9 mai 2017 ;*
- Arrêté du 30 juin 2017 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique – *Abrogation de plusieurs textes non codifiés ;*
- Arrêté du 30 juin 2017 fixant les conditions d'application de l'article 29-4 du décret n° 93-21 du 7 janvier 1993 pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature concernant les magistrats honoraires exerçant des fonctions juridictionnelles ;
- Arrêté du 3 juillet 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers – *Ce texte entre en vigueur le 3 janvier 2018 ;*
- Arrêté du 7 juillet 2017 portant autorisation d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Fichier des objets et des véhicules signalés » (FOVeS) – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-158 du 18 mai 2017.*

#### **Au JO du 13 juillet 2017 :**

- Ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 portant diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés – *Modification du Code de commerce et du Code monétaire et financier ;*
- Décret n° 2017-1160 du 11 juillet 2017 *modifiant l'annexe 7-2 du livre VII du Code de commerce* (partie réglementaire) fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce ;
- Décret n° 2017-1161 du 11 juillet 2017 *modifiant l'annexe 7-2 du livre VII du Code de commerce* (partie réglementaire) fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce ;
- Arrêté du 27 juin 2017 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de gestion et de restitution des informations relatives aux collecteurs du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ;
- Arrêté du 27 juin 2017 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère

personnel dénommé Accès des notaires au fichier immobilier ;

- Arrêté du 27 juin 2017 *modifiant l'arrêté du 17 janvier 2008* relatif à la *mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'identification des personnes physiques et morales dénommé « PERS »*.

## **La Rédaction législation**

© LexisNexis SA